

SOCIÉTÉ • ÉDUCATION

## Amélie Oudéa-Castéra, une ministre fragilisée à l'éducation nationale

Les polémiques qui ont émaillé la prise de fonction de la ministre des sports, qui hérite d'un super-ministère englobant l'éducation nationale à six mois des Jeux olympiques, semblent avoir durablement entamé la confiance avec le monde enseignant, appelé à la grève le 1er février.

Par Violaine Morin et Eléa Pommiers

Publié aujourd'hui à 05h30, modifié à 06h30 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



La ministre de l'éducation nationale, des sports et des Jeux olympiques, Amélie Oudéa-Castéra, arrive pour visiter l'école publique Littré à Paris, le 16 janvier 2024. THOMAS SAMSON / AFP

Depuis ses propos sur les « *paquets d'heures non remplacées* » à l'école publique pour justifier son choix de scolariser ses enfants à l'école privée Stanislas, à Paris, qui lui ont valu les huées conjointes d'enseignants et de parents d'élèves à peine de cinq jours après sa prise de fonction comme ministre de l'éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra tente de se faire discrète. Les journalistes en charge du suivi des politiques éducatives ne sont plus informés de ses déplacements, ou alors au tout dernier moment, comme pour éviter d'alimenter une crise dans laquelle la nouvelle ministre, nommée le 11 janvier, est enfermée depuis le premier jour.

**Lire aussi |** [Amélie Oudéa-Castéra, une ministre face à l'accusation de séparatisme scolaire](#)



Amélie Oudéa-Castéra a d'abord ulcéré personnels de l'éducation et parents d'élèves pour avoir, le jour même de son arrivée, dénigré l'école publique dont elle a la charge et assumé le choix du privé comme un contournement de la carte scolaire. La communauté éducative a redoublé d'indignation lorsque *Libération* a démontré qu'elle avait menti sur la brève expérience de son fils aîné à l'école publique. S'est ensuivie la publication, par *Mediapart*, d'un rapport accablant de l'inspection générale

de l'éducation nationale sur le collège Stanislas. Puis celle d'un rapport parlementaire épinglant Amélie Oudéa-Castéra, entre autres, sur le montant de son salaire lorsqu'elle était directrice générale de la fédération française de tennis.

En à peine quinze jours, cet engrenage de polémiques quasi quotidiennes a ébranlé sa crédibilité. Amélie Oudéa-Castéra rencontre Dominique Schnapper, présidente du conseil des sages de la laïcité, le 22 janvier ? Les réseaux sociaux rivalisent d'ironie : on est loin du respect de la laïcité à Stanislas, où le catéchisme est imposé. La ministre prend la parole à l'Assemblée nationale lors des questions au gouvernement, le 24 janvier ? « Attendez-vous à des mensonges ! », lance le député Les Républicains du Lot Aurélien Pradié. Elle accompagne Aurore Bergé, ministre de l'égalité entre les femmes et les hommes, dans un déplacement sur l'égalité filles garçons, le 25 janvier à Paris ? La presse et les réseaux bruissent de nouveau, alors que *Mediapart* a révélé que ses fils fréquentent les classes non mixtes de Stanislas.

**Lire aussi | [Amélie Oudéa-Castéra, épinglée par la commission d'enquête parlementaire sur les fédérations sportives, déplore un « rapport militant »](#)**



## « Tout ce qu'il ne faut pas faire »

Fragilisée, la ministre l'est aussi dans son rapport avec le personnel éducatif et notamment le corps enseignant. « Elle a coché toutes les cases de ce qu'il ne faut pas faire pour être ministre de l'éducation », cingle Sophie Vénétitay, à la tête du SNES-FSU, premier syndicat enseignant du secondaire, pour qui « toute cette séquence a durablement entamé la confiance ».

Ces premiers pas à la tête de l'éducation nationale rappellent ceux de Claude Allègre, en 1997. Trois mois à peine après sa nomination, le ministre choisit le jour de la rentrée scolaire pour étriller « l'absentéisme » des enseignants du public, brandissant un taux de « 12 % » alors que le taux du privé ne dépasserait pas 4 % – chiffres qui se révèlent rapidement faux. « Il a voulu jouer les parents et les élèves contre les profs par stratégie de communication : ça lui a valu une grande impopularité chez les enseignants, qu'il n'a jamais rattrapée », rappelle Julien Cahon, historien, maître de conférences à l'université de Picardie Jules-Verne. Amélie Oudéa-Castéra, elle, « ne s'est pas aliéné que les enseignants, ses propos ont blessé et indigné toute la communauté éducative du public », ajoute-t-il.

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

Après Pap Ndiaye, qui se positionnait en « ministre des professeurs » et Gabriel Attal, qui selon la secrétaire générale du SGEN-CFDT, Catherine Nave-Bekhti, « prenait toujours soin de souligner les difficultés des personnels et pouvait rester trois heures en CSA [le comité social d'administration, où siègent les instances syndicales] pour être sûr d'avoir entendu tout le monde », Amélie Oudéa-Castéra semble avoir réduit à néant les efforts de ses prédécesseurs pour tenter de renouer avec les enseignants. « Ça ne pouvait pas plus mal commencer, abonde Audrey Chanonat, pour les chefs d'établissements du SNPDEN-UNSA. Nous travaillerons avec Amélie Oudéa-Castéra, mais la confiance ne s'installera que si elle nous prouve qu'elle sera la première défenseuse de l'école publique. »

Cette fracture immédiate est « d'autant plus problématique qu'il est toujours nécessaire que les agents s'approprient les transformations qu'on leur demande d'opérer dans le système éducatif pour qu'elles réussissent », analyse Yann Forestier, historien de l'éducation. Sans les personnels de l'éducation et notamment les professeurs, « le risque est qu'Amélie Oudéa-Castéra ne puisse se maintenir que dans une certaine impuissance », estime-t-il.

## Période de flottement

La défiance se double d'une période de flottement à l'hôtel de Rochechouart, où la ministre finalise à peine la composition de son nouveau cabinet, dont plusieurs noms ont été confirmés au *Journal officiel* du 23 janvier. Elle n'assistera à son premier CSA, principale instance du dialogue sociale, que le 31 janvier, selon son cabinet. Le chantier sur l'attractivité du métier est en suspens ; la concrétisation du « choc des savoirs » voulu par Gabriel Attal traîne en longueur : « *Les textes sur la nouvelle organisation du collège ne sont toujours pas prêts* », pointe par exemple Catherine Nave-Bekhti.

**Lire aussi |** [Les « ministères fantômes » du gouvernement Attal](#)



« *Il faut forcément un peu de temps pour que les conseillers au fond se saisissent des dossiers* », pointe un connaisseur du système, qui assure que l'administration est capable de « *faire avancer* » les chantiers en cours malgré les changements à sa tête.

Mais le changement de ministre est intervenu à un moment crucial de l'année, celui où se répartissent les moyens et où se prépare la rentrée scolaire. M<sup>me</sup> Oudéa-Castéra a en outre hérité de projets lancés par Gabriel Attal, notamment les groupes de niveau au collège et la réforme du brevet. Elle doit assurer leur mise en œuvre, alors même qu'ils suscitent une importante opposition dans les établissements, où les personnels rejettent l'esprit de la réforme et dénoncent des moyens insuffisants. Elle doit par ailleurs gérer un large ministère qui englobe aussi le sport et les Jeux olympiques, à quelques mois de l'événement. Une décision qui a surpris lors de l'annonce du remaniement et semble source de confusion. « *Les réunions sont annulées, reprogrammées, réannulées, ce n'est jamais la même personne qui vous rappelle, un coup le sport, un coup l'éduc...* », résume Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-UNSA.

Amélie Oudéa-Castéra pourra-t-elle continuer à assumer sa fonction malgré ces quinze premiers jours chaotiques ? « *Pour que l'on puisse renouer le dialogue, il faudrait que la ministre nous donne des gages, ce qu'elle n'a pas fait pour l'instant*, estime Sophie Vénéritay. *Sur le fond comme sur la forme, on a l'impression d'être dans l'impasse.* » Un appel à la grève des personnels de l'éducation nationale, le 1<sup>er</sup> février, agrège désormais la quasi-totalité des syndicats, et tous les corps de métiers. Parmi les mots d'ordre figurent les hausses de salaires, l'amélioration des conditions de travail, le besoin de moyens pour l'école inclusive, la contestation des mesures annoncées par Gabriel Attal. S'y est ajoutée, ces derniers jours, « *l'exigence de respect pour l'école publique* » et pour tous ses acteurs.

**Violaine Morin et Eléa Pommiers**

---

## Le Monde Ateliers

Découvrir

### Cours du soir

Immersion dans l'économie du crime

### Cours du soir

Comment regarder un tableau

### Cours en ligne

De Maria à Diva, l'Opéra à travers la Callas